

LONGLAVILLE

La Lorraine-Nord survit grâce au Luxembourg : info ou intox ?

L'attractivité grand-ducale est souvent érigée au rang de remède contre le chômage dans le nord-lorrain. Pourtant, selon une étude publiée en décembre par l'Agape, la dynamique d'emploi au Luxembourg n'aurait qu'un impact limité sur le taux de chômage observé dans le nord de la Lorraine.

« Heureusement qu'il y a le Lux, sinon la région serait morte... » Répétée en boucle dans les anciennes cités minières et sidérurgiques, cette complainte ne serait-elle en fait qu'une vue de l'esprit ? L'hypothèse prend en tout cas de l'épaisseur, à la lumière de l'étude publiée en décembre par l'Agape, l'agence d'urbanisme et de développement durable Lorraine Nord, basée à Longlaville. Cette dernière bat en brèche l'idée largement admise, de ce côté-ci de la frontière, qui érige l'attractivité grand-ducale au rang de remède contre le chômage dans le nord-lorrain. Elle se base sur des dizaines de données chiffrées disponibles, portant sur la période 2009-2019.

D'après l'Agape, le nombre d'emplois au Luxembourg a bondi de 33 % (+ 3 % par an) sur la période 2009-2019. Durant cette décennie, le pays a compté 3,7 % de frontaliers de plus chaque année. Les Fran-

çais représentent plus de la moitié (53 %) des travailleurs frontaliers.

■ L'emploi frontalier augmente, le chômage aussi

Le chômage dans tout ça ? Il a augmenté dans le nord-lorrain ! Un paradoxe chiffré par l'Agape. Sur la période 2009-2019, le nombre de demandeurs d'emploi a grimpé de 26 % dans le bassin de Longwy, de 35 % dans le bassin de Thionville, et de 34 % dans le bassin de Metz.

Dans ces trois bassins d'emplois, le taux de chômage ne s'est stabilisé que sur la période 2016/2019, une période qui a généré de nombreuses créations d'emploi dans le nord-lorrain. L'auteur de l'étude explique que pour contribuer à faire baisser le chômage en France, le marché du travail luxembourgeois devrait créer entre 13 000 et 14 000 emplois par an... Ce qui est loin d'être le cas.

■ Plusieurs explications

Plusieurs raisons sont avancées pour expliquer cette conclusion. Des deux côtés de la frontière, un demandeur d'emploi sur deux est en chômage de longue durée. « Cette part élevée de chômage peut être mise en parallèle avec leur faible niveau de qualification », explique l'Agape. Leur profil

serait déconnecté des besoins au Luxembourg. Cette part de chômeurs est donc rigide et peu dépendante du marché de l'emploi luxembourgeois.

Aujourd'hui, les entreprises luxembourgeoises recrutent à l'international

L'autre argument avancé, c'est la plus grande concurrence à laquelle sont désormais livrés les Lorrains. Les entreprises luxembourgeoises recrutent aujourd'hui à l'international : en 2020, 70 nationalités sont représentées dans le pays contre 43 en 2010.

Enfin, un Français qui arrive sur le marché de l'emploi au Luxembourg n'est pas forcément un chômeur de moins. S'il a quitté un emploi en Lorraine auparavant, son transfert n'a aucun impact sur le taux de chômage.

Damien GOLINI



QUESTIONS À

Rachid Belkacem chercheur à l'Université de Lorraine, spécialiste du marché de l'emploi frontalier

« Très prudent sur les conclusions de cette étude »

Partagez-vous les conclusions de l'étude publiée par l'Agape ?

« L'étude est très intéressante. Elle soulève des questions très pertinentes. Mais je suis plus nuancé sur les conclusions que je qualifierais de violentes. Je m'interroge sur la méthodologie qui apparaît à certains endroits très fragile. Par exemple, il est très difficile de projeter des taux de chômage à 10, 20 ou 30 ans, surtout au regard des évolutions actuelles. Il y a des variables qu'on ne peut pas prévoir. Mais ces problèmes de méthodologie s'expliquent parce que l'on ne dispose pas d'outils adéquats pour mesurer les flux. Prétendre que le Luxembourg ferait peser une grosse menace sur le système de chômage français est dangereux. C'est faux, et non vérifiable. »

Selon l'étude, le Luxembourg ne doperait pas l'économie locale...

« L'étude pose la question du partage des ressources générées par le travail. Quel est le retour, pour les territoires de résidences, de ces travailleurs occupés au Luxembourg ? C'est la question de partage des richesses de ce travail. On est en Europe, on favorise la coopération entre pays, mais on a l'impression que cette dimension est exclue entre la France et le Luxembourg. On est dans des rapports purement marchands et économiques entre États. »

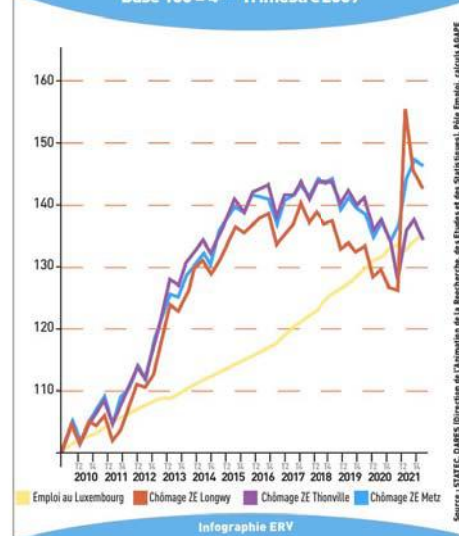
Quel rôle joue le Luxembourg sur les bassins d'emploi nord lorrains ?

« Le Grand-Duché a été une solution dans les années 1980-1990. C'est moins vrai maintenant car il y a une sélection très forte sur le marché du travail luxembourgeois. Cela est dû aux évolutions technologiques. Mais c'est vrai dans tous les pays. »

Propos recueillis par Damien GOLINI

ÉVOLUTION COMPARÉE DE L'EMPLOI AU LUXEMBOURG ET DU CHÔMAGE DANS LE NORD LORRAIN

Base 100 = 4^{ème} Trimestre 2009



Tandis que le nombre d'emplois au Luxembourg a bondi de 33 % sur la période 2009-2019, le chômage a augmenté en Lorraine-Nord.

Rédactions

Metz
19 Rue Marguerite Puhl Demange
03 87 38 58 00
lrmetz@republicain-lorrain.fr

Thionville
1 Place Claude Arnould - 03 82 59 14 14
lrthionville@republicain-lorrain.fr

Hayange
46 Rue Foch - 03 82 85 51 91
lrhayange@republicain-lorrain.fr

Longwy
Centre Schuman Place Darche
03 82 25 90 60
lrlongwy@republicain-lorrain.fr

Jarny
49 Avenue Patton - 03 82 33 58 82
lrjarny@republicain-lorrain.fr

Briey
2 Place Thiers - 03 82 47 11 20
lrbriey@republicain-lorrain.fr

Centre Relation Clients :
lriclients@republicain-lorrain.fr

0 809 100 399

Service gratuit
à partir d'après



Malgré l'attractivité du Luxembourg, le chômage a augmenté ces dix dernières années dans le nord-lorrain. Photo Illustration RL/Philippe RIEDINGER

Ces chômeurs frontaliers qui pèsent sur les comptes de l'Unedic

Officiellement, le Luxembourg compte 6,3 % de demandeurs d'emploi (7,8 % en France). Un chiffre qui ne prend pas en compte les travailleurs frontaliers qui ont perdu leur emploi. L'Agape es-

time à environ 15 000 le nombre de « chômeurs frontaliers », dont 57 % de Français.

En 2018, le ministre Luxembourgeois du Travail, Nicolas Schmit, avait indiqué que la prise en compte des chômeurs

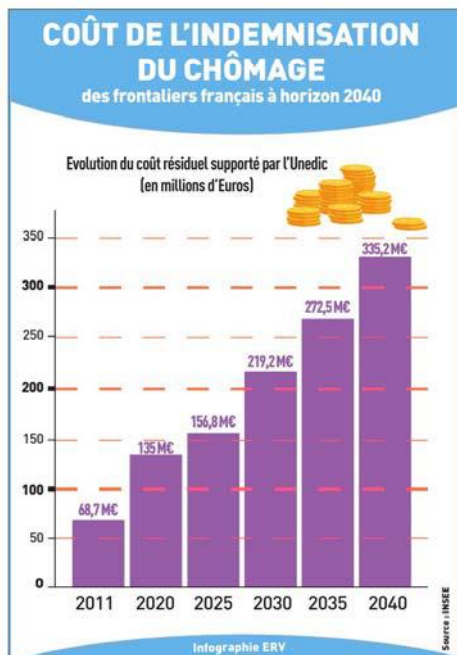
frontaliers entraînerait un doublement du nombre de demandeurs d'emploi au Luxembourg. Ce taux passerait alors de 6,3 % à 8,2 %. Chez les frontaliers français, le taux de chômage (14 %) serait deux fois supérieur à celui des résidents luxembourgeois.

Un impact sur l'Assurance chômage en France

Cette part invisible de chômeurs pèse sur les finances de l'Unedic, qui indemnise les frontaliers français demandeurs d'emploi à partir du 4^e mois. Pour rappel, l'indemnisation de ces chômeurs est financée par les cotisations des salariés travaillant en France. En 2020, l'Unedic indemnisait 17 000 personnes issues du marché du travail luxembourgeois, pour 1 700€ mensuels en moyenne, soit 135 M€ par an.

Sur la période 2012-2020, cette somme culmine à 840 M€. Selon les estimations de l'Agape, la charge s'apparente à une « bombe à retardement » sur le système des allocations-chômage, puisque la charge pour l'Unedic pourrait atteindre 335 M€ par an d'ici 2040...

Un chiffre à nuancer, selon le chercheur Rachid Belkacem, qui estime difficile de projeter « sur dix, vingt ou trente ans du taux de chômage, car de nombreux facteurs entrent en jeu... »



L'Unedic indemnise les frontaliers français demandeurs d'emploi à partir du 4^e mois de chômage.

L'info décryptée

Emploi frontalier : un effet discutable sur l'économie nord-lorraine

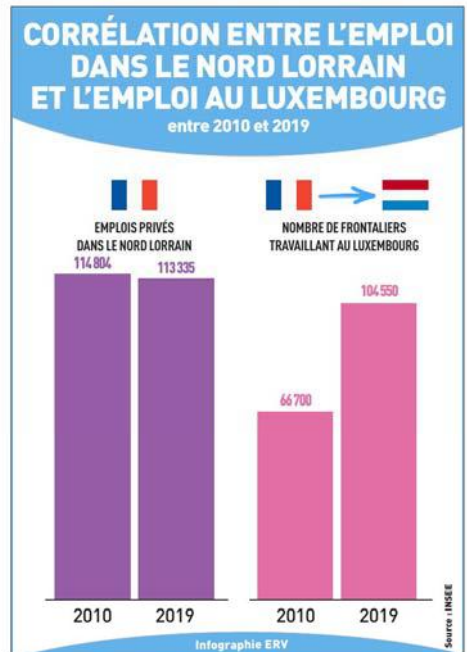
Si les travailleurs frontaliers importent leur pouvoir d'achat en France, contribuent-ils pour autant à doper l'économie locale ?

La réponse est non, pour l'Agape, qui prend pour référence le nombre d'emplois créés dans le nord-lorrain sur la période 2010-2019 dans différents secteurs d'activité.

Baisse du nombre d'emplois privés dans la plupart des secteurs d'activité en Lorraine-Nord

Durant cette période, le nombre de frontaliers français est passé de 66 700 à 104 550. Dans le même temps, le nombre d'emplois privés sur la zone géographique de référence en Lorraine, est passé de 114 804 à 113 335 (-1470). La plupart des secteurs d'activité ont perdu des emplois, excepté l'hébergement/restauration et l'action sociale.

La hausse des frontaliers expliquerait en revanche la moitié de la hausse d'emplois dans les secteurs de l'immobilier et de la construction.



Entre 2010 et 2019, le nombre de frontaliers français est passé de 66 700 à 104 550. Dans le même temps, le nombre d'emplois privés dans le nord-lorrain est passé de 114 804 à 113 335 (-1470). Conclusion : les travailleurs frontaliers qui importent leur pouvoir d'achat en France ne contribuent pas forcément à doper l'économie locale.

L'emploi intérim s'est effondré au Luxembourg lors du confinement de 2020

Si le Grand-Duché ne dope pas ou peu l'économie nord-lorraine, les Français seraient en revanche la première variable d'ajustement en cas de crise majeure.

Lors de la crise financière de 2008 et 2009, le nombre de frontaliers français a baissé significativement (-1600 personnes). En 2020, lors du confinement, l'emploi intérim s'est effondré au Luxembourg (-6 400 postes) : 3 800 étaient occupés par des Français.

À l'inverse, lors de la phase de reprise économique au Luxembourg, au premier trimestre 2021, aucun effet positif n'a été observé dans le nord-lorrain. Le chômage a même continué de progresser.

MOR003-V1